



## **Mouvements sociaux et altermondialisme**

Pierre Beaudet

École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa,  
Membre du Conseil international du FSM, représentant d'Alternatives-international<sup>1</sup>

*Depuis la fin des années 1990 au Québec, en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, de nouveaux débats et de nouvelles perspectives sont mises de l'avant sur les thèmes centraux du développement social et des droits. Les divers acteurs, gouvernements, États, agences internationales, partis politiques sont interpellés, mais également les acteurs de la société civile dont les mouvements sociaux. Ces mouvements ne sont pas homogènes, ils expriment des réalités et des perspectives différentes. Au-delà de leur amplitude, de leur complexité, de leurs contradictions, ils se caractérisent du fait d'un rôle accru dans la dynamique sociale. Par ailleurs, certains de ces mouvements élaborent des perspectives partiellement en rupture, non seulement avec le cadre néolibéral dominant au sein des pays capitalistes, mais aussi avec les concepts et les méthodes de la gauche traditionnelle (de tradition social-démocrate ou socialiste). C'est ce que nous voulons aborder dans l'article qui suit. Un avertissement cependant, avant de commencer : cette effervescence dont on parle reste très récente, d'où la nécessité de ne pas «sauter trop vite» aux conclusions et d'éviter des théorisations hâtives et définitives. Cette contribution au débat se limitera donc à identifier quelques grandes tendances et hypothèses.*

### **Réanimation des mouvements populaires**

Tout au cours des années 1990, plusieurs mouvements populaires enracinés dans divers secteurs de la société se sont réanimés pour contester le «modèle» néolibéral dominant dans les pays capitalistes. Dans une large mesure, cette réanimation a été «défensive», cherchant à repousser les «assauts» du néolibéralisme contre les droits et les protections sociales chèrement acquises pendant les «trente glorieuses».

D'une manière systématique, agissant parfois d'une manière frontale, parfois d'une manière insidieuse, le néolibéralisme adopté par la quasi-totalité des États et des pouvoirs dans le monde capitaliste s'est en effet acharné à disloquer le système keynésien par lequel les dominés avaient obtenu une part du «gâteau» dans la redistribution de la richesse, notamment via l'accès à l'éducation et la santé, l'emploi (relativement) stable et régi par des conventions collectives, la reconnaissance sociale également. Ces assauts répétés et organisés, accompagnés d'une puissante mobilisation culturelle et médiatique, expliquent les énormes régressions enregistrées depuis les années 1980. En effet, la quasi-totalité des indicateurs accessibles démontrent la diminution des revenus pour les secteurs populaires face à l'augmentation rapide des revenus des couches privilégiées. En même temps, la provision de services via le secteur public a diminué en quantité et en qualité, pendant une période où les taux de croissance de l'économie restaient élevés.

C'est devant cela que se sont retrouvés plusieurs organisations sociales « traditionnelles de défense des droits, tels les mouvements syndicaux, communautaires, féministes, organisés sur leurs propres bases et également en réseaux. C'est aussi devant cela que se sont exprimés de «nouveaux» mouvements dans le domaine de l'environnement, de la solidarité internationale, du

---

<sup>1</sup> Texte issu d'une communication de l'auteur à l'atelier du GESQ au Forum social Québec, automne 2009, Montréal.

monde rural, du monde de la culture, dans le domaine de l'économie sociale, dans les organisations des autochtones, des jeunes, etc..

Dans une large mesure mais d'une manière limitée aussi, cette résistance a «réussi à mener et même à gagner, jusqu'à un certain point, la «bataille des idées». Le néolibéralisme, malgré l'énorme dispositif médiatique et culturel qu'il a mis en place, a été discrédité. L'obsession de «marchandiser» la vie et le social est peu à peu apparue pour une grande partie de la population non seulement comme un obstacle, mais même comme un danger, considérant les coûts à long terme sur les populations et l'environnement naturel. Par contre, les mouvements n'ont pas réussi (à part quelques exceptions) à «déraciner» le néolibéralisme ni les groupes dominants qui en sont le socle. Ceux-ci se sont redéployés sous de nouvelles formes, tout en poursuivant leur labeur de déstructuration/restructuration du capitalisme et des luttes de classes. En général, on constate que les pouvoirs, gouvernements élus ou non élus, restent «dans le paradigme», malgré la pression publique (il y a de grosses exceptions dont nous parlerons plus loin).

Certes, la réanimation des mouvements a été inégale. En Amérique du Sud, en Europe «latine», au Québec, dans quelques régions de l'Asie et de l'Afrique, il y a eu une réelle effervescence, plus en tout cas qu'ailleurs, même si on a assisté à de puissantes mobilisations un peu partout, y compris aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, etc. Les indicateurs de cette réanimation sont multiples et parfois «visibles», via les grandes manifestations éparpillées un peu partout sur la planète depuis une dizaine d'années, à Seattle, Genoa, Prague, Buenos Aires, Caracas, Porto Alegre, Mumbai, Québec, etc.

### **Un autre monde possible est-il possible ?**

Au-delà des résistances et dans le cours des luttes cependant, de nouvelles propositions sont apparues sur la scène, notamment grâce à des coalitions inédites impliquant des mouvements sociaux «anciens» et «nouveaux». Ces coalitions se sont de plus en plus déployées comme autant de contre-pouvoirs, en capilarisant leurs structures, essentiellement sous la forme «réseaux». De tout cela ont émergé de vastes alliances ou «alliances d'alliances» qui ont alors débouché sur des «réseaux de réseaux» à l'échelle internationale, dont le plus important est le Forum social mondial (FSM), comme l'explique Christophe Aguiton et Dominique Cardon :

Espaces ouverts à des centaines de débats, de séminaires et d'ateliers, théâtres de rencontres, de confrontations et de convergences entre acteurs, incubateurs de mots d'ordre, de campagnes et de séquences de mobilisation, lieux de socialisation, d'apprentissage et de production identitaire, les forums sociaux brassent en un savant désordre les composantes des différents segments de réseaux qui se réclament du « mouvement altermondialiste »<sup>2</sup>.

Ces nouvelles configurations sociales politisées se sont jetées dans un nombre incalculable de batailles, de manœuvres défensives, de blocages, en refusant souvent (mais pas toujours) de se subordonner à des agendas politiques. Par contre, surtout en Amérique du Sud, elles se sont déployées en force d'appui électoral aux projets politiques de centre-gauche ou de gauche. Mais contrairement aux expériences précédentes des coalitions, les alliances des dernières années entre mouvements sociaux et partis de gauche ont été construite sur la base de l'autonomie des mouvements, et non de leur subordination. En effet, les mouvements divers, notamment ceux mis en place par les classes et groupes subalternes (chômeurs, autochtones, réfugiés, paysans sans-

---

<sup>2</sup> Christophe Aguiton (Laboratoire de sociologie des usages, FT R&D) et Dominique Cardon (Laboratoire de sociologie des usages, FT R&D, CEMS/EHESS), *Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux*, Communication pour le colloque « Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative » - LAIOS/AFSP. 2006.

terre) se sont investis dans la lutte politique tout en préservant leurs capacités de proposer et de résister sur leurs propres bases.

Autres trait marquants des nouvelles coalitions, on note l'horizontalité (dans le processus de prise de décision), l'action «positive» en faveur de ceux qui sont généralement marginalisés dans les mouvements (femmes, jeunes, immigrants, autochtones, paysans), l'élaboration de nouveaux mécanismes de coordination et d'information, etc. Et ainsi, dans ce contexte, les réseaux ont acquis une importance inédite, non seulement comme vecteurs de la mobilisation populaire, mais également comme porteurs d'une autre utopie qu'ils sont encore en train à des degrés divers de construire. Le sociologue portugais Boaventura Santos (Santos 2006) parle ainsi d'une «sociologie des émergences», qui valorise la recherche, l'expérimentation et le dialogue entre plusieurs projets, plusieurs perspectives, sans exclusion ni hiérarchie. D'où les efforts de «traduction» (épistémologique plutôt que strictement linguistique) que cela implique pour les mouvements en leur propre sein et dans le cadre des coalitions.

### **«Guerre de position»**

Tout cela s'articule de manière profonde et spectaculaire en Amérique du Sud. De puissantes insurrections de masse ont renversé non seulement des gouvernements, mais des «régimes», le plus souvent mis en place par des élites locales extrêmement bien branchées sur le capitalisme mondialisé. Ailleurs, sans réussir à vaincre, ces insurrections se sont imposées sur des espaces transversaux (géographiquement et/ou socialement). Dans plusieurs cas de figures, les mouvements ont imposé un déplacement du mode de gouvernance de façon à élargir leurs positions. Dans le cadre des nouveaux gouvernements de centre-gauche ou de gauche (Brésil, Chili, Argentine, Bolivie, Équateur, Venezuela), les mouvements réussissent à maintenir un niveau assez élevé de mobilisation. Soit pour proposer et obtenir des inflexions dans les politiques (cas du Brésil, du Chili), soit pour aller plus loin et disloquer les réseaux et les organisations des dominants (Bolivie, Équateur, Venezuela). Parallèlement, les mouvements internationalisent leurs luttes, au-delà des principes un peu généraux et rhétoriques de la gauche traditionnelle. Des coordinations de luttes effectives se produisent, notamment au niveau paysan et autochtone.

Pour autant, les mouvements subissent de fortes tensions. Ils deviennent la cible des dominants. Aussi et surtout, ils sont traversés par les contradictions qui s'expriment dans les classes populaires, d'où des parcours parfois erratiques, des hésitations et des bifurcations.

Ces confrontations et ces contradictions prennent la forme de la «guerre de position» évoquée par Gramsci et où s'articulent des luttes de pouvoir de manière diffuse, dans et au-delà de l'État et de ses appareils. Cette situation est aggravée par la crise actuelle qui propulse, aggrave, approfondit les cassures et les fissures entre dominants et dominés, entre dominants et entre dominés. Rappelons encore là la métaphore de Gramsci : dans la crise, lorsque le vieux tarde à disparaître et que le nouveau hésite à venir, la société est atteinte de syndromes morbides. Ceux-ci prennent plusieurs formes : exacerbation de la violence étatique, répression, conflits intercommunautaires, etc.

Sur le plan de la bataille des idées, ces «syndromes morbides» se traduisent en une sorte d'idéologie fourre-tout, «tout le monde contre tout le monde», qui menace, à des degrés divers, de précipiter des sociétés dans le chaos, voire l'ethnicisme, la barbarie, le génocide. Face aux revendications et aux luttes des dominés pour un «autre monde» et une «autre mondialisation» axés sur la justice, l'égalité, la démocratie, des secteurs des dominants mettent de l'avant la «guerre des civilisations», essentiellement celle de la «modernité occidentale contre la régression et la barbarie du reste du monde.

Dans plusieurs régions du monde, les dominés sont assez forts pour éviter cette dérive. Ils demeurent à la fois «retranchés» dans leurs espaces réels et virtuels. Ils hésitent entre la défensive (plus sécuritaire et plus avantageuse) et l'offensive (très risquée) et cette hésitation vient en bonne partie du fait qu'ils n'ont pas un projet contre-hégémonique vraiment bien élaboré.

## Le Forum social : espace dialectique et dynamique des mouvements

Depuis 2001, un nouvel outil a été «inventé» comme passerelle et moyen d'interaction entre les mouvements populaires. Il est apparu au Brésil, non pas par hasard, mais parce qu'il est issu des avancées de longue durée marquées par les mouvements populaires de ce pays. Par la suite comme on le sait, l'initiative s'est internationalisée, tout en conservant une forte connotation brésilienne et latino-américaine.

Tel que défini dans sa Charte du FSM

*Les alternatives proposées au Forum social mondial s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples<sup>3</sup>.*

En réalité, le FSM a beaucoup progressé depuis son avènement. Son élargissement (social et géographique), sa capacité d'adaptation (horizontalité, fluidité), son impact sur les mouvements sociaux et la société en général, se sont sans cesse accrus, de 2001 à 2009. Certes, les contradictions ont été et demeurent multiples : éparpillement, routinisation, bifurcations régionales menant à des impasses, etc. La conjoncture locale là où le FSM a lieu a beaucoup d'influence. Si les mouvements sociaux sont forts et dynamiques, cela fait en sorte que le FSM se construit et se développe. Si c'est l'inverse, le processus du FSM comme tel ne peut se substituer à la dynamique locale.

En gros et sur le fond, le FSM a été profondément modelé par les avancées et les limites des mouvements dans les espaces où il a été mis en place, tout en ayant sur ces mouvements une influence certaine. Cause et conséquence à la fois de processus plus larges, le FSM reflète bien la principale ligne de fracture du mouvement social, entre sa capacité de résistance d'une part, et ses limites à formuler un projet contre hégémonique global et cohérent, d'autre part.

En gros, le FSM a été assez efficace dans la grande bataille des idées, dans la délégitimation de la «pensée unique» exprimée par les secteurs les plus arrogants du néolibéralisme. Cette bataille s'est faite en faisant converger les perspectives radicales des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes de mouvements de masse comme le MST, avec les projections néokeynésiennes de réseaux comme ATTAC, notamment. Elle a été relancée dans le et en dehors du FSM par d'autres réseaux comme Via Campesina, Alternatives-International, la Marche mondiale des femmes, etc.

Le FSM se développe également déroulée en faisant appel à un vaste aréopage d'intellectuels plus ou moins «organiques», de Chomsky à Stedile en passant par Stiglitz et le Monde diplomatique ainsi qu'une quantité phénoménale de professeurs et d'étudiants. La dynamique du FSM s'est répercutée sur diverses sociétés, via non seulement les mobilisations, mais aussi par les médias «alternatifs» (notamment électroniques). Elle a pris la forme d'une critique sévère des diverses dimensions de la mondialisation néolibérale, critique aujourd'hui validée par la crise. Elle s'est également aventurée, quoique modestement, sur le terrain des alternatives économiques, sociales, écologiques, revitalisant et modernisant le concept du bien commun. Enfin cette bataille des idées a brisé un certain nombre de tabous plus ou moins paradigmatiques en facilitant une nouvelle «sociologie des émergences» (Santos) dans les territoires traditionnellement non explorés de l'identité, des «valeurs», de l'utopie.

---

<sup>3</sup> [http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id\\_menu=4&cd\\_language=3](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=3)

Huit ans plus tard, le FSM continue d'évoluer, d'autant plus que son horizontalité et son ancrage large lui permettent d'éviter la rigidification. Toutefois, on le constate depuis 2006, il rencontre de nouveaux défis. Le premier défi est sans doute la «banalisation» ou la ritualisation du FSM, comme un «événement» qu'il «faut» organiser, et non comme un processus vivant et changeant. Cette routinisation guette toujours non seulement les mouvements sociaux, mais aussi les initiatives de réseautage (on pense aux Internationales du siècle précédent). Elle relève de plusieurs facteurs dont les limites des mouvements sociaux à continuer dans l'innovation et la résistance. Il y a également le poids des «appareils» et de leur sociologie bureaucratitante, normalisante, tendant à reproduire, au lieu de créer, ce qu'on constate parfois dans les grandes organisations syndicales et certains ONG.

### Quelques nouveaux paradigmes

Le FSM et les mouvements qui en sont à la base sont, à un autre niveau, confrontés à leurs propres limites, d'où la tendance (sociologique et idéologique) à penser ou à espérer des «raccourcis», qui sont mis à l'agenda par des organisations, des personnalités, des réseaux charismatiques, souvent populistes (mais pas toujours) et qui se proposent comme les «organisateurs» de la mobilisation populaire et de la transformation sociale. Le fait est que la question de l'organisation est posée, notamment face au pouvoir, qu'on veuille le transformer, le capturer ou le marginaliser. Mais jusqu'à un certain point, l'innovation sociale des dernières décennies, y compris celle du FSM, secondarise (sans l'éliminer totalement) le concept de l'organisation-miracle, du chef-miracle, du moment «cataclysmique» de la «prise du pouvoir». Restent à aller plus loin que ce qui a été réalisé ces dernières années et à imaginer une nouvelle configuration des mouvements par rapport au politique. Ce qui passe par au moins deux contradictions. Celle de l'autonomie d'une part, moment incontournable de l'affirmation des classes subalternes. Celle de la convergence d'autre part, par laquelle ces classes et leur mouvement identifient les points d'intersection stratégiquement indispensables et tactiquement réalisables. Plus concrètement, il y a plusieurs défis qui se présentent pour les dix prochaines années:

- Élaborer un projet contre-hégémonique à travers le laborieux processus par lequel classes populaires dans leur diversité et leurs contradictions négocient entre elles l'étroit chemin entre la capitulation et l'aventurisme. Bifurquer vers le «glocal», c'est-à-dire la capacité d'ancrer les résistances dans un espace dense et structuré tout en les projetant et en les faisant converger à une échelle plus vaste.
- Construire un grand front uni, constituer, et même animer, les plus grandes coalitions politiques, pour bloquer la droite et ses supporteurs états-uniens. Simultanément, bâtir sa propre force, voire, renverser l'équation au profit des mouvements populaires.
- Résister à la militarisation, déjouer l'adversaire dont la stratégie est basée sur la militarisation du monde et l'enchaînement des classes populaires aux projets de «guerre de civilisation» à connotation ethnique et raciste.
- Remettre à l'endroit les priorités de «développement», en rupture avec les idéologies et utopies de la «modernité», de la «croissance économique», du «progrès technoscientifique», bref, élaborer une perspective écosocialiste où, parmi plusieurs traits marquants, figure cette notion que la protection de l'environnement naturel est organique à toute élaboration de développement social équitable.
- Construire de nouvelles «boîtes à outils», à la fois conceptuels et pratiques, pour faciliter la compréhension des choses de ce monde dans leur élaboration contemporaine, complexe, dialectique. Et aussi pour se doter de nouvelles «technicités», visant le renforcement des résistances par leur démocratisation (une «leçon» durement apprise depuis l'implosion du socialisme «réellement existant» du passé).

## Face à la crise

Depuis 2008 et l'expulsion des «bulles», le capitalisme néolibéral est entré dans une crise prolongée. Qui dit crise dit restructuration et opportunités. Pour les dominants, l'occasion est belle d'approfondir les «réformes» allant davantage dans la privatisation du secteur public et la marchandisation du vivant, quitte à «nettoyer» le système de ses nœuds de blocage. Tout en relançant la militarisation comme on le constate, malheureusement, avec l'administration Obama à Washington. Pour les dominés, il y a également une ouverture. En Amérique du Sud, les mouvements sociaux sont investis à fond sur le chemin des mobilisations, à la fois pour vaincre la droite (il y a plusieurs échéances électorales en 2010) et imposer aux gouvernements de gauche et de centre-gauche des ruptures plus fondamentales.

Certes au Québec et au Canada, les rapports de forces sont plutôt défavorables aux dominés. Les gouvernements (fédéral et provincial) veulent consolider le néolibéralisme en culpabilisant les classes moyennes et populaires et les faire accepter l'inacceptable. L'opposition dans ses principaux contingents est plus que moins d'accord avec cette optique «lucide». Les projets alternatifs reposant sur les coalitions sociales sont à l'ordre du jour, mais il faudra qu'ils acquièrent une plus grande crédibilité. On verra ce qu'il en adviendra dans les prochains 12-24 mois

## Quelques titres pertinents

Canet, Raphaël, Guay Nathalie, *La question du pouvoir au Forum social mondial : Ecueil de l'utopie altermondialiste ?*, in La chronique des Amériques, n°13, mars 2006 [Observatoire des Amériques].

Negri, Antonio, *Global. Lutttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation: le cas exemplaire de l'Amérique latine* (en collaboration avec [Giuseppe Cocco](#)), Editions Amsterdam, 2007

Santos, Boaventura de Sousa, [\*Democratizing Democracy: Beyond the Liberal Democratic Canon.\*](#) Londres: Verso, 2005,

Whitaker, Chico [\*Changer le monde\*](#), Paris Éditions de l'atelier, 2006,